

Le deuxième round des discussions d'Arusha a débuté sur un couac

RFI, 12-07-2016 Burundi : À Arusha, les pourparlers de sortie de crise commencent mal. C'est une nouvelle tentative pour sortir le Burundi de la crise, mais elle n'a pas très bien commencé ce mardi 12 juillet. Les pourparlers sont censés avoir repris à Arusha en Tanzanie sur l'avenir d'un pays secoué par des violences depuis plus d'un an, depuis l'annonce du troisième mandat du président Pierre Nkurunziza. Des discussions qui se déroulent sous l'égide de l'ancien président tanzanien Benjamin Mkapa. Mais ce matin, la session inaugurale a été annulée. Le gouvernement de Bujumbura proteste contre la présence de membres du Cnared, la coalition de l'opposition en exil.

Ce nouveau round est « plus inclusif » selon l'envoyé spécial des Etats-Unis pour les Grands Lacs. L'ouverture ne plaît pas à tout le monde. Ce deuxième round des discussions a débuté sur un couac puisque l'inauguration ni de discours d'ouverture. Pourtant mardi matin, tout était prêt et les participants commençaient même à entrer dans la salle. Mais la démission du gouvernement a refusé de participer en raison de la présence de membres du Cnared et du Mouvement halte au troisième mandat. Sur Twitter, le principal conseiller en communication du président burundais a fustigé l'invitation faite au président du Cnared Jean Minani ainsi qu'à d'autres figures de la société contre lesquelles la justice burundaise a émis des mandats d'arrêt : Armel Nyongere et Pacifique Nininahazwe. Ce dernier, joint par téléphone, explique avoir été contraint de regagner son hôtel malgré l'invitation. Mais sur les réseaux sociaux, certains rappellent que le président Nkurunziza était lui-même condamné à mort lorsqu'il participait aux pourparlers de paix qui ont mis fin à la guerre civile. Pour le porte-parole du Cnared, cela montre que Bujumbura n'a pas un problème avec la plateforme, mais avec les individus qui la composent. « Une partie au procès s'interroge le droit de désigner qui doit être là », selon l'insurgé Pancrace Cimpaye. Volte-face du Cnared avait d'abord choisi de boycotter ce rendez-vous, car il n'y avait pas été invité en son nom propre. Mais avoir interdit à ses membres de s'y rendre, la direction de la plateforme avait fait volte-face en les autorisant à venir individuellement puis en annonçant lundi soir l'envoi d'une « démission de haut niveau ». Le gouvernement burundais a rappelé qu'il ne discutera pas avec ceux qu'il accuse d'avoir participé au putsch manqué de mai 2015. Une protestation a eu lieu depuis l'ouverture de ce processus en décembre dernier. Dans l'après-midi mardi, le facilitateur tanzanien a rencontré les délégations du parti au pouvoir ainsi que du gouvernement qui n'ont pas répondu aux sollicitations pour commenter cette vidéo. De son côté, l'opposition a préparé son rendez-vous qui doit avoir lieu ce mercredi à l'ancien président Mkapa. Il doit ensuite écouter les représentants de la société civile puis des autorités religieuses. L'objectif est d'établir une liste définitive des invités et de d'organiser un calendrier des futures rencontres. Jeudi, un communiqué devrait clore la session, avant que le facilitateur ne présente ses résultats aux chefs d'Etat de la sous-région réunis à Kigali pour le sommet de l'Union africaine.